

Elaboration d'une stratégie d'assainissement énergétique pour le Complexe scolaire de Nyon-Marens

**MANDATS D'ARCHITECTE, D'INGÉNIEUR EN PHYSIQUE DU BÂTIMENT ET D'INGÉNIEURS
CHAUFFAGE, VENTILATION, SANITAIRE ET ÉLECTRICITÉ**

APPEL D'OFFRES DE SERVICES EN PROCÉDURE OUVERTE



Photo de la cour du complexe scolaire 1970

Maître d'ouvrage et organisateur de la procédure :

Ville de Nyon
Service d'architecture
Place du Château 10
CP 1112
1260 Nyon

Nyon, le 22.11.2021

TABLE DES MATIÈRES

Contenu

1. INTRODUCTION	3
1.1 Préambule	3
1.2 Maître de l'ouvrage et organisateur	4
1.3 Procédure et forme de mise en concurrence	4
1.4 Bases réglementaires	4
1.5 Conditions de participation	5
1.6 Incompatibilité et confidentialité	6
1.7 Visite du site	6
1.8 Questions et réponses	6
1.9 Délai pour la remise des dossiers et des offres	6
1.10 Ouverture des dossiers et confidentialité des documents	7
1.11 Audition des candidats	7
1.12 Mandats	7
1.13 Offres d'honoraires	8
1.14 Présentation de l'offre	9
1.15 Critères d'adjudication	10
1.16 Évaluation des offres	12
1.17 Collège d'évaluation	12
1.18 Décision d'adjudication et voies de recours	12
1.19 Calendrier	13
1.20 Documents disponibles	13
2. OBJECTIFS ET CONDITIONS CADRES	14
2.1 Contexte	14
2.2 Etat d'obsolescence des différentes constructions	14
2.3 Stratégie d'assainissement	15
2.4 Rénovation – transformation de la cuisine et du réfectoire scolaire	17
2.5 Travaux non compris dans le cadre du processus d'assainissement	17
2.6 Toitures solaires	17
3. DEVELOPPEMENT DURABLE	17
4. APPROBATION DU COLLEGE D'EVALUATION	18

1. INTRODUCTION

1.1. Préambule

Le complexe scolaire de Nyon-Marens est situé à l'ouest de la ville de Nyon, à proximité des quartiers réalisés durant les années 1950 - 70. A l'origine, l'ensemble était composé de trois bâtiments construits en 1969 par Jean-Hyppolite Guignard au terme d'un concours d'architecture : l'aula (1), la salle de Gymnastique (2) et un bâtiment d'enseignement (5) reliés par un portique.

La conception et l'implantation initiale des trois édifices a permis au site d'évoluer et de s'adapter au développement démographique de la ville dès 1984 par la réalisation des salles de Gym 2 et 3 (3) et du restaurant scolaire (4). Une intervention importante fut ensuite entreprise en 2008 dans le but d'assainir le bâtiment d'enseignement réalisé en 1969 (5). Enfin, un nouvel édifice affecté à l'enseignement a été réalisé en 2016 (6).

Il devient désormais urgent de développer une stratégie d'assainissement globale dans le but de réduire de façon significative la consommation énergétique des autres bâtiments hérités des années 1970 et 1980 : l'Aula actuellement nommée le Théâtre, les salles de gymnastiques et le restaurant scolaire. Il est précisé que ce dernier fera l'objet d'une rénovation complète qui englobera également sa cuisine. La pose de panneaux solaires sur les toitures disponibles, par étape, est également prévue.

La Ville de Nyon lance la présente procédure ouverte d'appel d'offres de services dans le but de sélectionner une équipe de mandataire pluridisciplinaire. Celle-ci aura pour mission d'engager les prestations des phases SIA 31 Avant-projet à 41 Appels d'offres, dont le financement sera assuré par un crédit d'étude (sous réserve de l'octroi des crédits par le Conseil communal). Elle sera ensuite chargée de mener les phases SIA 51 Projet d'exécution et suivantes qui devront également être validées par les autorités politiques et obtenir les crédits requis par le Conseil communal.



1. Théâtre / aula (1970)
2. Gym 1 (1970)
3. Gym 2-3 (1984)
4. Cuisine - restaurant scolaire (1984)
5. Bâtiment d'enseignement assaini (2008)
6. Bâtiment d'enseignement extension (2016)

1.2. Maître de l'ouvrage et organisateur

Le maître de l'ouvrage et l'adjudicateur est la Ville de Nyon :

Municipalité de Nyon
Place du Château 3
1260 Nyon

L'organisateur est la Ville de Nyon représentée par son service d'architecture :

Ville de Nyon
Service d'architecture
Place du Château 10
1260 Nyon

1.3. Procédure et forme de mise en concurrence

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres de services en procédure ouverte décrite par les articles 4 et 7 du règlement SIA 144, édition 2013. Le meilleur dossier sera retenu sur la base des critères décrits au chapitre 1.15 du présent dossier.

Les dossiers de candidature seront remis et évalués selon « la méthode à deux enveloppes », qui a pour but d'évaluer les aspects qualitatifs des offres indépendamment des informations relatives au coût des prestations offertes.

La langue officielle de la procédure est exclusivement le français. Cette condition est applicable pour toutes les phases du projet, ainsi que pour les informations, documentations, auditions et échanges de courrier.

1.4. Bases réglementaires

La participation au présent appel d'offres de services implique, pour l'organisateur, le collège d'évaluation et les concurrents, l'acceptation de la norme SIA 144 *Règlement des appels d'offres de prestations d'architecture*, édition 2013, du présent document et des prescriptions mentionnées ci-dessous <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/marches-publics> :

Accords internationaux

- Accord GATT/OMC sur les marchés publics du 15 avril 1994 (AMP) révisé au 1^{er} janvier 2021
- Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 du 21 juin 1999

Dispositions fédérales

- Loi fédérale sur le marché intérieur du 6 octobre 1995 (LMI)
- Loi fédérale sur la concurrence déloyale du 19 décembre 1986 (LCD)
- Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées du 13 décembre 2002 (LHand)
- Loi fédérale sur les travailleurs détachés du 8 octobre 1999 (LDET), art. 9 al. 2 lettre d
- Loi fédérale sur le travail au noir du 17 juin 2005 (LTN), art. 13
- Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes du 24 mars 1995 (LEg)
- Loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 1^{er} mai 2014 (LAT) et son ordonnance d'application.

Dispositions cantonales et intercantionales

- Loi vaudoise sur les marchés publics du 24 juin 1996 (LMP-VD)
- Règlement d'application de la loi sur les marchés publics du 7 juillet 2004 (RLMP-VD)
- Accord intercantonal sur les marchés publics du 25 novembre 1994 (A-IMP), révisé le 15 mars 2001
- Loi cantonale sur l'énergie du 16 mai 2006 (LVLEne), révisée le 7 juillet 2014 et son règlement d'application du 1^{er} février 2015

- Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions du 1^{er} septembre 2018 (LATC) et ses règlements d'application (RLAT et RLATC)
- Conventions collectives de travail (CCT)

Prescriptions communales

- Règlement communal sur le plan d'extension et la police des constructions de mai 1985 (RPE)

Autres bases légales et réglementaires

- Société suisse des Ingénieurs et des Architectes (SIA) : normes, règlements et recommandations en vigueur
- Association des établissements cantonaux contre l'incendie (AEAI) : normes et directives de protection incendie en vigueur

1.5. Conditions de participation

La participation à l'appel d'offres de services est ouverte à tous les architectes, ingénieurs en physique du bâtiment, et ingénieurs chauffage, ventilation, sanitaire, électricité établis en Suisse qui remplissent l'une des trois conditions suivantes :

Pour les architectes

- être titulaire d'un diplôme d'architecte délivré par :
 - Écoles polytechniques fédérales suisses (EPFZ / EPFL) ;
 - Institut d'architecture et urbanisme de Genève (IAUG / EAUG) ;
 - Académie d'architecture de Mendrisio ;
 - Hautes écoles spécialisées suisses (HES).
- être titulaire d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence.
- être inscrit au registre A ou B de la Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement (REG).

Pour les ingénieurs en physique du bâtiment

- être titulaire d'un diplôme des Écoles polytechniques fédérales suisses (EPF) ou Hautes écoles spécialisées suisses (HES ou ETS)
- Être titulaire d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence.
- Être inscrit au registre A ou B de la Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement.

Pour les ingénieurs spécialisés CVSE

- remplir les conditions ci-dessus ou fournir une copie de l'extrait du registre du commerce.

Les concurrents constitueront obligatoirement une équipe de mandataires composée d'un architecte, d'un ingénieur en physique du bâtiment et d'ingénieurs spécialisés CVSE (Chauffage, Ventilation, Sanitaire et Électricité). Le rôle de pilote sera assuré par l'architecte et la fonction transversale de coordinateur technique par l'ingénieur CV.

Ces conditions de participation doivent être remplies au moment du dépôt de l'offre. Pour les architectes, respectivement ingénieurs, **porteurs d'un diplôme étranger**, inscrits sur un registre étranger ou dans une association étrangère, il leur incombe de prouver l'équivalence avec les diplômes suisses lors de la dépose de l'offre. Cette équivalence est à obtenir auprès de la Fondation des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens – REG, Hirschengraben 10, 3011 Berne – www.reg.ch. Les copies des diplômes ou des justificatifs d'équivalence sont à joindre au dossier dans l'enveloppe C (voir chapitre 1.14).

Il est rappelé que pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau, une entreprise ou une société ne peut déposer qu'une seule offre en qualité de soumissionnaire ou membre associé d'un soumissionnaire. Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de régions différentes, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est

identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Les concurrents qui ont la volonté de sous-traiter certaines des prestations attendues par la ville (MO) sont tenus de mentionner les coordonnées, adresses et titres de leurs partenaires, de citer leurs compétences de façon explicite et de lister toutes les prestations qui leur seront confiées.

Les bureaux représentés au sein du collège d'évaluation ne pourront pas participer à la procédure :

- Bakker & Blanc, architectes à Lausanne
- Sésames Infra, bureau d'étude à Gland
- Tardin Pittet, architectes à Lausanne

Il est précisé que les édifices concernés par la présente procédure ne font pas l'objet de mandats similaires nécessitant les compétences décrites ci-dessus.

Le bureau d'ingénieurs Fenêtres et façades BIFF SA a été sollicité préalablement à l'appel d'offres (pré-implication). L'adjudicateur autorise toutefois ce prestataire externe à participer à la présente procédure, dès lors qu'il n'a participé ni à l'élaboration du cahier des charges, ni à l'organisation administrative de la procédure d'appel d'offres. Sa prestation ne concerne pas les prestations requises par la présente mise en concurrence du marché et le document établi (Rapport d'audit daté du 16.12.2020) est cité parmi les Documents disponibles au chapitre 1.20 de cet appel d'offres (**Pièce N° 16**).

1.6. Incompatibilité et confidentialité

Les concurrents doivent vérifier qu'ils ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts selon l'art. 12.2 du règlement SIA 142, édition 2009. La directive de la commission SIA 142/143 "Conflits d'intérêts" accessible sur le site www.sia.ch/fr, rubrique "concours - lignes directrices" aide à l'interprétation de l'art. 12.2.

Les concurrents sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Les documents et informations que se fourniront réciproquement le maître de l'ouvrage et les candidats seront utilisés exclusivement dans le cadre de la présente procédure et traités de manière confidentielle par les parties.

1.7. Visite du site

Deux visites du site sont organisées le **8 décembre 2021** à 14h et le **22 décembre 2021** à 14h (**Lieu du rendez-vous : Complexe scolaire de Nyon-Marens, entrée du Théâtre**). Les locaux ne seront pas accessibles hors de ces visites. Il ne sera répondu à aucune question à cette occasion, celles-ci devront être posées par écrit dans le cadre de la session de questions-réponses de la plateforme Simap (voir chapitre 1.8). **Il est demandé aux concurrents de se présenter à la visite.**

1.8. Questions et réponses

Les questions seront posées sur le site Simap www.simap.ch et devront être en possession de l'organisateur au plus tard le **14 décembre 2021**. Seules les questions qui seront adressées de cette manière feront l'objet d'une réponse. Les réponses seront disponibles au plus tard le **22 décembre 2021** sur le site Simap.

1.9. Délai pour la remise des dossiers et des offres

Les dossiers d'offres doivent parvenir au plus tard le **23 février 2022 à 16h00** auprès de :

Ville de Nyon
Service d'architecture
A l'attention de Thierry Bruttin
Place du Château 10
1260 Nyon

Le Service est ouvert **du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00**.

L'offre doit parvenir dans le délai au lieu indiqué (selon l'art. 29 al.1 RLMP/VD ; RSV 726.01.1). Les concurrents doivent prendre toutes les dispositions utiles pour que leur dossier parvienne à l'adresse de l'organisateur dans les délais prescrits. La remise en mains propres est préconisée, toutefois une livraison par la Poste en courrier recommandé est acceptée à condition que l'envoi arrive dans le délai imposé.

Les candidats supporteront à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. Tout dossier qui parviendra au-delà de la date et l'heure de délai de remise sera refusé et donc exclu de l'appel d'offres.

1.10. Ouverture des dossiers et confidentialité des documents

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers d'offres. L'ouverture des dossiers est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

Les droits d'auteur relatifs au contenu des offres restent propriété des concurrents.

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

1.11. Auditions des candidats

Des auditions de clarification par une délégation du collège d'évaluation portant sur la présentation de l'offre et / ou sur les documents remis seront organisées le **9 mars 2022** (date à confirmer). Celles-ci concerneront les équipes dont les offres seront les jugées les plus pertinentes en fonction des critères décrits ci-après.

1.12. Mandats

Les mandats de chaque membre de l'équipe (architecte, ingénieur en physique du bâtiment, ingénieurs spécialisés CVSE et ingénieur ADB) issus de la présente procédure **comprendront les prestations complètes**, telles que définies dans les règlements SIA 102 et 108, soit :

3	Étude de projet	31	Avant-projet (y compris diagnostic des installations)
		32	Projet de construction
		33	Procédure de demande d'autorisation
4	Appel d'offres	41	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
5	Réalisation	51	Projet d'exécution
		52	Exécution de l'ouvrage
		53	Mise en service, achèvement

Chaque mandat fera l'objet d'un contrat distinct.

Une demande de crédit d'étude sera déposée par la Municipalité auprès du Conseil communal, une fois les principes de base du projet et les coûts consolidés à +/- 20%. Cette tâche sera confiée à l'équipe lauréate qui aura un montant de CHF 20'000.- à disposition pour réaliser ces prestations.

Les prestations relatives aux phases SIA 31 Avant-projet à 41 Appel d'offres sont soumises à l'octroi des crédits par le Conseil communal. De même, la confirmation des prestations relatives aux phases

SIA 51 Projet d'exécution et suivantes sera également tributaire de décisions politiques, et notamment de l'octroi du crédit de réalisation par le Conseil communal.

Sachant que le processus d'assainissement sera mis en œuvre en plusieurs étapes, il est prévu de faire chevaucher crédits d'études et crédits de réalisation des différentes étapes comme suit.

Etapes : Schéma de principe de chevauchement des Préavis au Conseil communal

		Préavis 1	Préavis 2	Préavis 3	Préavis 4
Etape 1	Crédit d'étude	X			
	Crédit de réalisation		X		
Etape 2	Crédit d'étude		X		
	Crédit de réalisation			X	
Etape 3	Crédit d'étude			X	
	Crédit de réalisation				X

Tout au long de leurs prestations, il sera demandé aux mandataires :

- de gérer l'opération selon le code des frais de construction (CFC, niveau à 3 chiffres) ;
- d'établir le devis général selon un descriptif détaillé des travaux et fournitures prévus, matériaux choisis, métrés et prix indicatifs ;
- de respecter les délais d'exécution et les coûts ;
- de vouer une attention particulière à une gestion écologique de la construction et d'utiliser les fiches CFC écologiques disponibles sur le site www.eco-bau.ch ;
- d'appliquer la fiche de vérification selon le « Standard Bâtiments 2011 » et de viser à se rapprocher de l'atteinte des critères y figurant ;
- de fournir des prestations adaptées à l'opération considérée pour permettre un déroulement logique et pour coordonner études et travaux avec tout le soin requis et les compétences que nous sommes en droit d'attendre de mandataires qualifiés ;
- d'assurer la coordination avec la section énergie du service d'architecture de la ville ;
- de transmettre toutes les informations nécessaires au maître de l'ouvrage afin de permettre à celui-ci de prendre, en temps voulu, les décisions utiles.

1.13. Offres d'honoraires

Les concurrents sont rendus attentifs au fait que le mandat se déroulera par étapes, avec des interruptions liées notamment aux décisions politiques et aux différentes procédures (appels d'offres, demandes d'autorisation de construire, ...). Ce point doit pris en compte et intégré dans le montant des offres qui seront déposées.

Les règlements SIA 102 et 108 constituent la base de définition des prestations et des honoraires. En complément **de l'offre globale du total des honoraires** qui sera déposée, chaque membre de l'équipe de mandataires cité ci-après présentera **une offre distincte par mandataire** :

- architecte
- ingénieur électricien
- ingénieur chauffage-ventilation
- ingénieur sanitaire
- ingénieur en physique du bâtiment
- ingénieur ADB
- coordination technique

Les concurrents ont également l'obligation de remplir le tableau de l'annexe R6, (modèle VDN), avec indication du facteur d'ajustement r , du temps moyen nécessaire en heures, du facteur de groupe, du temps prévu, du taux horaire offert et du montant des honoraires en francs.

Le tarif horaire mentionné dans les différentes offres sera identique pour toutes les phases, y compris celle de l'avant-projet.

Le montant offert par l'équipe correspondra à l'addition totale des honoraires de tous les membres de l'équipe cités ci-dessus. Cette règle vaut également pour le nombre d'heure qui sera proposé.

Le coût total des travaux est évalué (+/- 30%) à **CHF 11'800'000.- HT** pour les **CFC 1 à 5** y compris honoraires et sans le mobilier. Les montants transmis englobent les aménagements et les équipements de la cuisine de production (CFC 3). Par contre, les équipements d'exploitation liés à la pratique du sport ne sont pas pris en compte.

Les montants hors TVA (HT) donnant droit aux honoraires (montant B) pour le marché sont estimés comme suit pour :

• l'architecte	CHF 8'152'000.-
• l'ingénieur électricien	CHF 605'000.-
• l'ingénieur chauffage-ventilation	CHF 1'095'000.-
• l'ingénieur sanitaire	CHF 641'000.-
• L'ingénieur ADB / automation	CHF 2'038'000.-
• La coordination technique	CHF 1'959'000.-

Les honoraires des prestations **de l'ingénieur en physique du bâtiment** seront calculés au tarif temps sur la base d'un nombre d'heures évalué par l'équipe.

Les honoraires des prestations de la phase 31 Avant-projet seront adaptés, si nécessaire, aux montants des travaux consolidés à +/- 20% (se référer au chiffre 1.12). Ce principe sera reproduit lors des phases suivantes. Pour le solde des prestations « études », les honoraires seront établis selon l'estimation du devis de l'ouvrage à +/- 10% et pour les prestations « réalisation » selon le décompte final.

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le franc suisse (CHF). D'éventuelles offres mentionnant des montants en devises autres que le franc suisse seront exclues de l'appel d'offres.

La durée de validité de l'offre **est de 12 mois** à compter de la date de son dépôt. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme. Les variantes d'offres ne sont pas admises et ne seront pas prises en considération pour l'évaluation multicritère et lors de la décision d'adjudication.

Par la suite, les offres d'honoraires des autres spécialistes et ingénieurs, tels que :

- ingénieur civil
- cuisiniste
- géomètre
- ingénieur de sécurité AEA
- ingénieur en ressources et construction durable (suivi gestion des déchets, contrôle des polluants du bâtiment, fiches CFC écologiques dans les appels d'offres selon le site www.eco-bau.ch)

seront à intégrer dans le devis général de la demande de crédit d'étude.

1.14. Présentation de l'offre

Le candidat respectera strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée recto et verso. Les concurrents devront respecter l'ordre des critères et utiliser les versions originales des annexes remises.

Les concurrents qui auront déposé une offre ne seront pas dédommagés, ni rétribués.

Chaque candidat déposera sous forme papier, au format A4, son dossier constitué des documents permettant d'évaluer les critères qualitatifs et l'offre financière (voir chapitre 1.15). Il est impératif, faute d'exclusion, de produire les diplômes et attestations demandées, avec la preuve d'équivalence pour les diplômes étrangers (voir chapitre 1.5), ainsi que l'annexe P1 « Engagement sur l'honneur » datée et signée. Ces pièces seront remises en même temps que les offres dans l'enveloppe C.

Le dossier sera transmis sous la forme suivante :

- Documents relatifs aux critères qualitatifs n°1 à 3 dans une **enveloppe A** fermée avec mention :

Assainissement énergétique du complexe scolaire de Nyon-Marens

Nom de l'équipe

A Critères qualitatifs

(en 2 exemplaires et avec une clé USB, format PDF)

- Documents relatifs aux critères financiers n°4 dans une **enveloppe B** fermée avec mention :

Assainissement énergétique du complexe scolaire de Nyon-Marens

Nom de l'équipe

B Critères financiers

(en 2 exemplaires et avec une clé USB, format PDF)

- Documents relatifs aux attestations (équivalences et annexes P1) dans une **enveloppe C** fermée avec mention :

Assainissement énergétique du complexe scolaire de Nyon-Marens

Nom de l'équipe

C Attestations

(en 1 exemplaire)

Les enveloppes A, B et C seront ensuite regroupées dans une **enveloppe unique** avec mention **NE PAS OUVRIR** :

Assainissement énergétique du complexe scolaire de Nyon-Marens

Nom et adresse de l'équipe

Appel d'offres honoraires mandats d'architecte, ingénieur en physique du bâtiment, ingénieurs CVSE et coordinateur technique.

1.15. Critères d'adjudication

L'appel d'offres, les documents et les annexes pourront être librement téléchargés dès le **30 novembre 2021** sur le site www.simap.ch.

Le contenu des dossiers, les critères d'adjudication et leurs pondérations seront les suivants :

CRITÈRES ET CONTENU	PONDÉRATION
Critères qualitatifs	
1- Compréhension de la problématique	30%
Annexe R14 / maximum 1 page (recto-verso)	
<ul style="list-style-type: none"> un texte, en lien avec les objectifs fixés par le maître de l'ouvrage (voir chapitre 2), présentant notamment : <ul style="list-style-type: none"> l'analyse et la compréhension de la tâche ; l'identification des contraintes, des opportunités et des risques ; la motivation et la sensibilisation au problème posé ; 	30%

- un descriptif des solutions d'optimisation énergétiques proposées et leur impact sur les critères du développement durable, en particulier sur la composante environnementale.
- une réflexion qui illustre l'orientation architecturale et démontre comment tenir compte de l'analyse du caractère des bâtiments, et de son évolution à travers l'assainissement énergétique.

Il est demandé à chaque membre de l'équipe de mandataires de répondre en fonction de son domaine propre.

2- Références

40%

Annexe **Q6** (maximum 2 pages A4 recto-verso par référence)

- Les références devront obligatoirement être propres **aux personnes citées au chiffre 3 Organisation pour exécuter le mandat** et le **montant B** doit correspondre au CFC du spécialiste concerné.

Architecte

- une référence relative à un assainissement énergétique d'un ensemble de plusieurs bâtiments, réalisé dans les 10 dernières années. 10%
- une référence relative à un assainissement énergétique d'un monument historique de l'époque moderne (note 1 à 3) réalisé dans les 10 dernières années. 5%
- une référence d'un coût similaire, ou supérieur au présent projet, pour une administration publique ou une institution et en relation avec la présente problématique (assainissement énergétique). 5%

Ingénieur en physique du bâtiment

- une référence relative à un assainissement énergétique d'un monument historique de l'époque moderne (note 1 à 3) réalisé dans les 10 dernières années. 10%

Ingénieurs CVSE

- une référence par membre ou fonction (CV, S, E, coordinateur technique) relative à un assainissement énergétique réalisé dans les 10 dernières années. 10%

3- Organisation pour exécuter le mandat

10%

Annexes **R8, R9**

- une présentation de l'organisation et de la méthodologie mise en place, comprenant notamment : 10%
 - l'organisation de l'équipe, **en précisant de façon détaillée pour chacune des phases SIA :**
 - les mandataires concernés
 - les personnes déléguées
 - les prestations faites
 - les heures réservées pour ces prestations
 - les noms des personnes déléguées, architectes et ingénieurs, qui exécuteront le mandat, leurs qualifications et leurs compétences.

Critères financiers

4- Qualité économique globale de l'offre

20%

Annexe **R6 (Tableau VdN)**

- Prix 10%
- Heures 10%

TOTAL

100%

1.16. Évaluation des offres

Conformément à la « méthode à deux enveloppes », les aspects qualitatifs des offres seront évalués indépendamment du coût des prestations offertes. Lors de l'évaluation des offres, l'enveloppe contenant les informations liées aux coûts ne sera ouverte qu'après l'évaluation des éléments qualitatifs.

Les documents seront évalués selon un barème de notes de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Les critères seront évalués comme suit :

- Les heures : les notes des soumissionnaires seront attribuées selon l'**annexe T4** du guide romand pour les marchés publics.
- Les prix : la notation des prix offerts se fera selon l'**annexe T2 méthode asymptotique T1.5** du guide romand pour les marchés publics.
- Les autres critères seront notés en fonction des annexes R et Q du guide romand pour les marchés publics.

Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cette note peut être attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects.

La notation du prix sera calculée sur le montant total des honoraires de l'ensemble des membres de l'équipe citée au chapitre 1.5. Il en va de même pour la notation relative au temps consacré.

L'organisateur se garde la possibilité d'écarter une offre anormalement basse ou éventuellement de rencontrer le candidat.

1.17. Collège d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de faire appel à un collège d'évaluation composé des membres suivants :

Membres du collège

M. Claude Uldry	Municipal, Service d'architecture
M. Claudio Di Lello	Architecte HES, Chef du Service d'architecture
M. Gérard Produit	Directeur, Etablissement secondaire Nyon-Marens
M. Alexandre Blanc	Architecte EPFL, Bakker & Blanc architectes
M. Nicolas Gaspoz	Ingénieur Energie EPFL, Sesames Infra

Suppléants

M ^{me} Anne Catherine Crisinel	Cheffe de service suppléante, Service de la cohésion sociale
M ^{me} Jacqueline Pittet	Architecte EPFL, Tardin Pittet architectes
M. Thierry Bruttin	Architecte EPFL, Chef de projet Service d'architecture
M. Guy Wagner	Ingénieur Energie, resp. secteur énergie, Service d'architecture

D'autre part, le collège d'évaluation se réserve le droit de consulter des experts en tout temps.

1.18. Décision d'adjudication et voies de recours

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Les décisions du maître de l'ouvrage relatives à la sélection du mandataire ou à l'attribution du mandat peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois. Le recours dûment motivé doit être déposé dans les 10 jours après la notification.

1.19. Calendrier

Le calendrier est le suivant :

• Mise en ligne de la procédure d'appel d'offres	30 novembre 2021
• Visite des lieux n°1	8 décembre 2021
• Visite des lieux n°2	22 décembre 2021
• Délai de dépose des questions sur Simap	14 décembre 2021
• Réponses aux questions	22 décembre 2021
• Date de rendu des dossiers de la procédure d'appel d'offres	23 février 2022
• Auditions de clarification	9 mars 2022 (à confirmer)
• Évaluation et adjudication	mars - avril 2022
• Dépôt du préavis « crédit d'étude »	1 ^e semestre 2022
• Lancement de l'avant-projet sommaire	2 ^e semestre 2022
• Phases 31 – 41 et procédure permis de construire	1 ^e et 2 ^e semestres 2023
• Dépôt du préavis « crédit de réalisation »	1 ^e semestre 2024
• Réalisation par étape	2 ^e semestre 2024

1.20. Documents disponibles

Les annexes P1, Q6, R8, R9, R14, T2, et T4 ci-dessous sont accessibles depuis le site www.simap.ch :

1. Dossier d'appel d'offres
2. Rapport de l'analyse EPIQR+ Théâtre de Marens
3. Rapport de l'analyse EPIQR+ Ecole Nyon-Marens B1
4. Rapport de l'analyse EPIQR+ Salle de sport Nyon-Marens
5. Plans, coupes et façades de l'Aula
6. Plans, coupes et façades de de la salle de gymnastique 1-2
7. Plans, coupes et façades de de la salle de gymnastique 3 et restaurant scolaire
8. Annexe P1
9. Annexe Q6
10. Annexe R6 VDN
11. Annexe R8
12. Annexe R9
13. Annexe R14
14. Annexe T2
15. Annexe T4
16. Rapport d'audit assainissement énergétique 20-286 daté du 16.12.2020 BIFF SA

Les plans diffusés ne sont pas forcément exhaustifs, exacts ou à jour, et n'engagent pas la responsabilité de la Ville de Nyon. L'utilisateur des données (ici le soumissionnaire) s'engage à utiliser les données transmises exclusivement dans le cadre de cet appel d'offres. La source doit être indiquée sur chaque reproduction (copyrights géodonnées Ville de Nyon). L'utilisateur de ces données s'engage à ne pas les utiliser à des fins lucratives ou personnelles. La rediffusion de ces éléments est interdite.

2. CONTEXTE ET OBJECTIFS

2.1 Contexte



L'assainissement énergétique du complexe de Nyon-Marens s'inscrit dans la politique de la Municipalité **Nyon s'engage** où un programme d'actions pour réduire la consommation énergétique des bâtiments publics a été adopté.

Tel que dit en préambule, le site est composé à l'origine de trois bâtiments : le bâtiment d'enseignement, le Théâtre et la salle de Gymnastique reliés entre eux par un portique. L'ensemble a été réalisé en 1968 – 70 par Jean-Hyppolite Guignard au terme d'un concours d'architecture.

Le complexe s'est ensuite développé en 1984 avec la construction de deux salles de gym, de la cuisine-réfectoire et des archives communales. Puis, en 2008, le bâtiment d'enseignement principal devenu vétuste a fait l'objet d'une transformation et d'un assainissement apportant une importante modification à son style architectural initial.

Finalement, en 2016, une nouvelle extension implantée dans la cour principale du site et bordant la rue du Stand est venue compléter le tout.

D'une manière générale, les bâtiments réalisés durant la période 1970 – 84, à savoir le Théâtre, les salles de gymnastique 1, 2 et 3 et le restaurant scolaire, présentent des insuffisances liées à l'exploitation, à l'isolation thermique et parfois au confort. Cette obsolescence et le fort décalage entre la conception originelle et les besoins actuels s'observent en particulier dans le restaurant scolaire et sa cuisine.

La vétusté de ces constructions et de leurs installations techniques nécessite par conséquent d'entreprendre des travaux d'assainissement à court et moyen termes (processus par étapes).

2.2 Etat d'obsolescence des différentes constructions

Concernant l'état d'obsolescence et les travaux d'assainissement à entreprendre, il est demandé aux concurrents de se référer **aux rapports de l'analyse EPIQR+** mis à disposition.

De façon résumée, il s'agit des insuffisances énergétiques suivantes :

Aula / Théâtre de Marens construit en 1968

- Façade, éléments vitrés : à assainir thermiquement
- Façades en béton : à assainir thermiquement (solution à étudier en fonction de la qualité architecturale)
- Installations techniques : à reprendre globalement
 - Distribution de chaleur vétuste
 - Système de ventilation obsolète (absence de récupération de chaleur)
 - Installations électriques anciennes
- Remarque :
 - Production de chaleur : le théâtre a été raccordé à la chaudière à gaz lors de la réalisation de l'extension en 2016
 - La toiture a été refaite en 2008 et les sanitaires en 2016

Gym 1 construit en 1968-70

- Façade, éléments vitrés (simple et double vitrage) : à assainir thermiquement
- Façades en béton : à assainir thermiquement
- Remarque :
 - la toiture a été refaite en 2008
 - les installations techniques (CVSE) ont été assainies lors de la réalisation de l'extension en 2016-18

Gym 2-3, restaurant scolaire et cuisine construit en 1984

- Toitures : à l'état d'origine (1984)
- Façade, éléments vitrés : à assainir thermiquement
- Dalle sur rez-de-chaussée : isolation des plafonds des locaux non-chauffés du sous-sol à prévoir
- Installations techniques : à évaluer au cas par cas
 - Production de chaleur : à raccorder à la chaudière à gaz
 - Système de ventilation (concerne uniquement les vestiaires) : date de la réalisation
- Remarque :
 - Les façades sont composées d'un double mur avec isolation, en béton brut à l'extérieur.
 - Les Installations sanitaires sont dans un état satisfaisant.

Au sujet de la cuisine réfectoire

La cuisine-réfectoire, conçue et réalisée en 1984, en fonction des besoins de l'époque, n'a pas fait l'objet de travaux significatifs jusqu'à ce jour. Seuls quelques équipements et appareils liés à la production des repas ont été réalisés et installés au cours des ans.

De plus, les surfaces existantes de la cuisine et celles du restaurant scolaire sont clairement insuffisantes, si l'on prend en compte la production actuelle de repas et les prévisions futures.

Il est rappelé que la cuisine doit faire l'objet d'une intervention complète afin notamment de prendre en compte les nouveaux besoins décrit ci-après au chapitre 2.4 ci-après.

2.3 Stratégie d'assainissement, objectifs, enjeux et mise en œuvre par étapes

Sur le plan énergétique, **les valeurs limites du label Minergie rénovation** devront être visées. De plus, la Ville a pour objectif de diminuer de façon significative les consommations énergétiques du site au terme des travaux.

a) Une stratégie d'assainissement globale mise en œuvre par des phases d'intervention.

Le complexe scolaire de Nyon-Marens a été conçu et réalisé comme un ensemble architectural avec une identité propre, mais dont les bâtiments ont des fonctions distinctes : le bâtiment d'enseignement, le Théâtre et les Salles de gymnastique.

Les nouvelles constructions et assainissements ont généré une diversité des expressions architecturales au fil du temps sur le site. L'assainissement énergétique des bâtiments problématiques doit donc être mené avec soin. Non seulement pour viser une cohérence architecturale d'ensemble, mais également pour éviter une accentuation de cette disparité qui affaiblit l'identité de ce patrimoine.

Concernant la mise en œuvre, il sera demandé aux mandataires chargés du projet d'élaborer une stratégie d'assainissement sous la forme d'une vision globale, pour l'ensemble du site, tout en identifiant des étapes de réalisation réparties dans le temps. L'objectif étant de :

- de ne pas pénaliser, ni perturber le fonctionnement du site durant les interventions ;
- préserver la cohérence architecturale de l'ensemble.

b) Les phases d'études

Après la phase diagnostic (voir le chapitre 1.12), il sera demandé aux mandataires de développer trois phases d'étude successives. Celles-ci auront pour but de déterminer les modes et les moyens d'intervention appropriés pour chacune des étapes, tout en tenant compte de la stratégie d'ensemble :

Phase 1 : La recherche de partis

Objectif : évaluer plusieurs hypothèses d'assainissement thermique et énergétique des bâtiments (ex. isolation depuis l'intérieur ou l'extérieur) selon trois critères :

- l'économie des moyens à mettre en œuvre ;
- l'efficacité des solutions en termes de gains énergétiques ;
- la cohérence architecturale par la prise en compte de la diversité des expressions des édifices et leur valeur patrimoniale respective.

Phase 2 : Le développement de l'avant-projet et du projet

Objectif : développer le parti architectural et les solutions techniques qui auront été retenues au terme de la phase précédente.

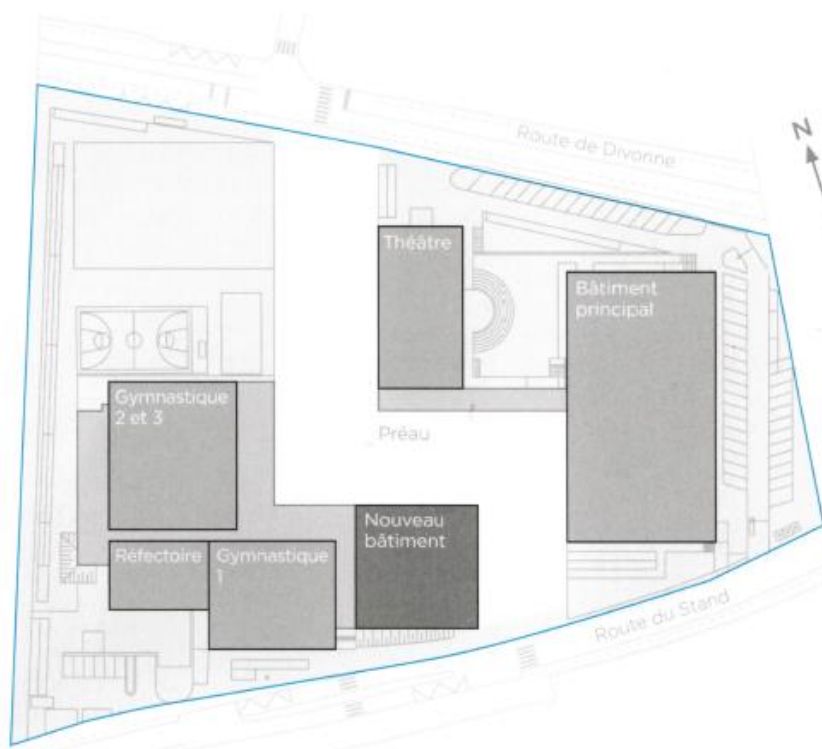
Pour ce faire, plusieurs variantes liées au choix des matériaux et aux solutions architecturales seront testées lors de la phase d'avant-projet. La variante retenue sera ensuite affinée dans le cadre du projet d'ouvrage proprement-dit.

Phase 3 : La mise en œuvre des différentes étapes

Objectif : rechercher une cohérence architecturale au gré des étapes d'assainissement et des modes opératoires des étapes de réalisation.

Cette dernière phase consiste à articuler avec précision les différentes étapes d'intervention, étant admis que la réfection de la cuisine et du réfectoire scolaires sera réalisée en étape 1, simultanément ou non à celle des salles de gymnastiques. Il est précisé que l'assainissement du théâtre se fera en dernière étape.

Schéma / illustration des étapes



Etape 1 :

- 1.1 Réfectoire
- 1.2 Salles de Gym

Etape 2 :

Théâtre

2.4 Rénovation-transformation de la cuisine et du réfectoire scolaires

Une cuisine d'origine confrontée à l'évolution des besoins et aux normes en vigueur

La cuisine et le réfectoire (1984) n'ont pas fait l'objet de travaux significatifs jusqu'à ce jour. De plus, les surfaces existantes sont clairement insuffisantes pour répondre à la production des repas actuelle et future.

Il est donc prévu que la nouvelle cuisine permette d'élaborer à la fois les repas des élèves de l'établissement scolaire de Nyon-Marens, mais également ceux d'autres sites (établissements scolaires et para-scolaires). De plus, l'organisation actuelle de la cuisine et certains des équipements à disposition, comme par exemple la ventilation ou la réfrigération, ne répondent plus aux normes en vigueur tant en termes d'ergonomie, d'hygiène ou encore de consommation et de gestion des fluides.

Les futures études auront pour objectif :

- d'identifier les problématiques liées à la conformité technique et à l'infrastructure de la cuisine de production ;
- de proposer les solutions adéquates portant sur la mise en conformité et sur l'augmentation de la capacité de production (en passant de 700 à 900 repas / jour, environ) ;
- de planifier une cuisine plus spacieuse et fonctionnelle en tenant compte de la structure du bâtiment.

Le restaurant scolaire, dont les matériaux sont encore d'origine, fera également l'objet d'une rénovation complète pour assurer une approche plus ergonomique entre lieux de production, de distribution et de consommation des repas. L'aménagement et l'organisation du restaurant auront également pour objectif d'assurer une meilleure convivialité et attractivité, encourageant ainsi les élèves à y partager leur repas.

2.5 Travaux non compris dans le cadre du processus d'assainissement

Les travaux prévus dans le cadre du processus d'assainissement ont été décrits ci-dessus. Les concurrents sont rendus attentifs au fait que les prestations et interventions suivantes **ne seront pas englobées, ni prises en compte dans la présente procédure, à ce stade du dossier** :

- Nécessité de mise en conformité aux prescriptions AEA1
- Nécessité d'application de la norme SIA 500
- Nécessité de mise en conformité BPA

Toutefois, la ville se réserve la possibilité de traiter les points cités ci-dessus dans le cadre du diagnostic décrit plus haut au chiffre 1.12, afin qu'elle puisse se prononcer sur l'opportunité d'engager des travaux supplémentaires. Il est précisé que les mandats seront adaptés en conséquence, le cas échéant.

2.6 Toitures solaires

L'installation de panneaux solaires sur les toitures disponibles est également prévue. Cependant, ce point fera l'objet d'une étude particulière qui prendra en compte le principe de mise en œuvre des étapes qui sera retenu. **Il est précisé que les coûts mentionnés au chiffre 1.13 ci-dessus n'intègrent pas le montant de ces installations.**

3. DEVELOPPEMENT DURABLE

La Municipalité de Nyon a adopté une stratégie du développement durable 2017-2021, ainsi qu'un programme Nyon-Energie 2018-2021. Dans ce cadre, il est attendu que le projet réponde à une mise en œuvre équilibrée des 3 dimensions du développement durable (économique, social, environnemental), notamment par :

- une conciliation attentive et nécessairement innovante entre les enjeux architecturaux et la performance énergétique du bâtiment. Dans la mesure du possible, il est attendu que les bâtiments assainis atteignent la classe énergétique C, ou plus, dans la mesure du possible.
- une attention particulière portée à la sauvegarde et promotion de la biodiversité (notamment toiture végétalisée) et aux enjeux de mobilité.
- une attention particulière portée au confort et au bien-être de tous les utilisateurs du bâtiment.
- la réalisation de bâtiments assainis économiquement performants, autant du point de vue de l'investissement que de son entretien et de son exploitation.

4. APPROBATION DU COLLÈGE D'ÉVALUATION

Le présent document a été approuvé par le collège d'évaluation le 15 novembre 2021.

Membres du collège

M. Claude Uldry	Municipal, Service d'architecture
M. Claudio Di Lello	Architecte HES, Chef du Service d'architecture
M. Gérard Produit	Directeur, Etablissement secondaire Nyon-Marens
M. Alexandre Blanc	Architecte EPFL, Bakker & Blanc architectes
M. Nicolas Gaspoz	Ingénieur Energie EPFL, Sesames Infra

Suppléants

M ^{me} Anne Catherine Crisinel	Cheffe de service suppléante, Service de la cohésion sociale
M ^{me} Jacqueline Pittet	Architecte EPFL, Tardin Pittet architectes
M. Thierry Bruttin	Architecte EPFL, Chef de projet Service d'architecture
M. Guy Wagner	Ingénieur Energie, resp. secteur énergie, Service d'architecture